



COMMISSION DES RESSOURCES GENETIQUES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Point 4.2 de l'ordre du jour provisoire

Dix-neuvième session ordinaire

Rome, 17-21 juillet 2023

ACCÈS AUX RESSOURCES GÉNÉTIQUES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE ET PARTAGE DES AVANTAGES EN DÉCOULANT: TYPOLOGIE DES MESURES NATIONALES

TABLE DES MATIÈRES

	Paragraphes
I. Introduction	1-3
II. Typologies des mesures en matière d'accès et de partage des avantages	4-8
<i>Annexe: Accès aux ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture et partage des avantages en découlant: typologie des mesures nationales</i>	

I. INTRODUCTION

1. La Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (la Commission), à sa 17^e session ordinaire, a demandé au Secrétaire d'élaborer une enquête sur les approches législatives, administratives et stratégiques existantes, y compris les pratiques optimales, en matière d'accès et de partage des avantages dans les différents sous-secteurs de ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (RGAA) et sur les connaissances traditionnelles associées aux RGAA (CTRGAA) que détiennent les peuples autochtones et les communautés locales, en vue de déterminer les approches couramment adoptées et les enseignements à tirer de leur mise en œuvre, ainsi que de repérer les difficultés et de trouver des solutions¹.

2. En réponse à la demande de la Commission, le Secrétariat a commandé une enquête pour déterminer quels types de mesures législatives, administratives ou stratégiques les pays ont pris pour tenir compte des particularités des RGAA et des sous-secteurs de RGAA ainsi que des CTRGAA dans les mesures en matière d'accès et de partage des avantages. L'enquête intitulée *Survey of access and benefit-sharing country measures accommodating the distinctive features of genetic resources for food and agriculture and associated traditional knowledge* (enquête sur les mesures nationales en matière d'accès et de partage des avantages tenant compte des particularités des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture et des connaissances traditionnelles y afférentes) a été publiée en 2021².

3. Compte tenu de l'enquête, la Commission, à sa 18^e session ordinaire, a demandé que soit élaboré un document fournissant des exemples précis de mesures nationales législatives, administratives ou stratégiques existantes tenant compte, directement ou indirectement, des particularités des RGAA et des connaissances traditionnelles y afférentes³. Avec l'aide de l'Université de Brême, en Allemagne, le Secrétariat a élaboré une typologie des mesures nationales en matière d'accès et de partage des avantages montrant l'importance des RGAA, le rôle spécifique qu'elles jouent dans la sécurité alimentaire et leurs particularités, en vue de son examen par les groupes de travail techniques intergouvernementaux de la Commission⁴ et l'Équipe de spécialistes des questions techniques et juridiques relatives à l'accès et au partage des avantages⁵.

II. TYPOLOGIE DES MESURES EN MATIÈRE D'ACCÈS ET DE PARTAGE DES AVANTAGES

4. La typologie doit être examinée à la lumière de l'enquête mentionnée dans le tableau de typologie comme «Humphries *et al.*, 2021». Comme l'enquête, la typologie suit la structure des cinq éléments clés des mesures en matière d'accès et de partage des avantages pour les RGAA définis dans la publication intitulée *Éléments visant à faciliter la concrétisation au niveau national de l'accès et du partage des avantages dans les différents sous-secteurs des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture – avec notes explicatives* (Éléments relatifs à l'accès et au partage des avantages)⁶:

¹ CGRFA-17/19/Report, paragraphe 19.

² Humphries, F., Laird, S., Wynberg, R., Morrison, C. Lawson, C. et Kolesnikova, A. 2021. *Survey of access and benefit-sharing country measures accommodating the distinctive features of genetic resources for food and agriculture and associated traditional knowledge*. Rome, FAO au nom de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture. <https://doi.org/10.4060/cb6525en>.

³ CGRFA-18/21/Report, paragraphe 26.

⁴ CGRFA-19/23/7.1, paragraphe 35; CGRFA-19/23/8.1, paragraphe 24; CGRFA-19/23/10.1, paragraphe 38; CGRFA-19/23/11.1, paragraphe 32.

⁵ CGRFA-19/23/7.1, paragraphes 6-12.

⁶ FAO. 2019. *Éléments relatifs à l'accès et au partage des avantages: Éléments visant à faciliter la concrétisation au niveau national de l'accès et du partage des avantages dans les différents sous-secteurs des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture – avec notes explicatives*. Rome. <https://www.fao.org/3/ca5088fr/ca5088fr.pdf>.

- i) arrangements institutionnels;
- ii) accès aux RGAA et leur utilisation;
- iii) accès aux CTRGAA et leur utilisation;
- iv) partage des avantages découlant des RGAA et CTRGAA; et
- v) application et suivi.

5. Les mesures en matière d'accès et de partage des avantages mentionnées dans le présent document sont des exemples. Le document n'est en aucune façon un recueil exhaustif de toutes les mesures nationales existantes en matière d'accès et de partage des avantages. Compte tenu du rythme auquel les lois sont élaborées ou adaptées en fonction des nouvelles évolutions, il est aussi possible qu'une mesure figurant dans la typologie ne soit plus en vigueur. Cependant, cela ne réduit pas la valeur de la typologie, dont s'inspirent les responsables de l'élaboration des politiques et les décideurs. De fait, comme indiqué dans les Éléments relatifs à l'accès et au partage des avantages, l'élaboration et la mise en œuvre de mesures en matière d'accès et de partage des avantages doivent être considérées comme un processus évolutif, de même que l'élaboration des Éléments relatifs à l'accès et au partage des avantages et de la typologie des mesures nationales en matière d'accès et de partage des avantages. Les Éléments relatifs à l'accès et au partage des avantages et la typologie des mesures en matière d'accès et de partage des avantages sont des documents évolutifs.

6. Toutes les mesures mentionnées ne portent pas nécessairement uniquement sur les RGAA. Lorsque la typologie fait référence aux ressources génétiques (RG), elle vise toutes les ressources génétiques. Si la typologie est consacrée aux mesures qui tiennent compte, directement ou indirectement, des particularités des RGAA, afin de montrer le large éventail d'options dont disposent les pays concernant la réglementation de l'accès à leurs ressources génétiques et le partage des avantages en découlant, conformément à la nature non prescriptive des Éléments relatifs à l'accès et au partage des avantages, elle fait parfois également mention d'autres mesures. Ainsi, le document rend compte du large éventail d'options dont disposent les responsables des politiques s'agissant d'élaborer des mesures en matière d'accès et de partage des avantages et de les adapter aux particularités des RGAA et aux besoins spécifiques de leurs utilisateurs.

7. Toutes les mesures énumérées ne sont pas nécessairement contenues dans les mesures législatives ou administratives dont l'intitulé mentionne l'accès et partage des avantages. Certains pays abordent la question de l'accès aux RGAA et du partage des avantages en découlant au moyen de mesures qui ne font pas explicitement référence à l'accès et au partage des avantages. D'autres abordent cette question au moyen de mesures qui concernent également les ressources génétiques.

8. La typologie exclut les droits des agriculteurs. À cet égard, il est fait référence à l'*Inventaire des mesures nationales, des pratiques optimales et des enseignements à tirer de la concrétisation des droits des agriculteurs*⁷ et à sa version en ligne, sur le site web du Traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture⁸ (le «Traité»), lesquels seront examinés et actualisés selon qu'il conviendra.

⁷ IT/GB-9/22/Report, Résolution 7/2022 – Application de l'article 9, Droits des agriculteurs, annexe.

⁸ <https://www.fao.org/plant-treaty/areas-of-work/farmers-rights/inventaire/fr/>.

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ABS	<i>access and benefit-sharing</i> (accès et partage des avantages)
ABSCH	<i>Access and Benefit-sharing Clearinghouse</i> (Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages)
Art.	article
BABS	<i>bioprospecting, access and benefit sharing</i> (bioprospection, accès et partage des avantages)
BSA	<i>Benefit-sharing Agreement</i> (accord sur le partage des avantages)
c.	clause
CGen	<i>Consejo de Gestión del Patrimonio Genético</i> (Conseil de gestion du patrimoine génétique) (Brésil)
CT	connaissances traditionnelles (associées aux ressources génétiques)
CTRGAA	connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture
DEA/DEFF	<i>Department of Environmental Affairs/Department of Forestry, Fisheries and the Environment</i> (Ministère des affaires environnementales/Ministère de l'environnement, de la foresterie et de la pêche)
GIZ	<i>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i> (Agence allemande de coopération internationale)
GR	<i>genetic resource</i> (ressource génétique)
INABIO	<i>Instituto Nacional de Biodiversidad</i> (Institut national de la biodiversité) (Costa Rica)
IPLCs	<i>Indigenous Peoples and Local Communities</i> (peuples autochtones et communautés locales)
MAT	<i>mutually agreed terms</i> (conditions convenues d'un commun accord)
MTA	<i>Material Transfer Agreement</i> (accord de transfert de matériel)
NBCC	<i>National Biodiversity Coordination Committee</i> (Comité national de coordination de la biodiversité – CNCB) (Népal)
NEMA	<i>National Environment Management Authority</i> (Autorité nationale de gestion de l'environnement) (Kenya)
NEMBA	<i>National Environmental Management: Biodiversity Act</i> (Gestion nationale de l'environnement: loi sur la biodiversité)
No.	<i>Number</i> (numéro)
n°	numéro
OJ	<i>Official Journal</i> (journal officiel)
PIC	<i>prior informed consent</i> (consentement préalable éclairé)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PTKCEA	<i>Protection of Traditional Knowledge and Cultural Expressions Act</i> (Loi sur la protection des savoirs traditionnels et des expressions culturelles traditionnelles) (Kenya)
RG	ressource génétique
RB	ressource biologique
RGAA	ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture

Reg.	<i>Regulation</i> (règlement)
s.	section
SENESCYT	<i>Secretaría Nacional de Educación superior, Ciencia, Tecnología e Innovación</i> (Secrétariat national de l'enseignement supérieur, de la science, de la technologie et de l'innovation) (Équateur)
Traité	Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture
UNCST	<i>Uganda National Council for Science and Technology</i> (Conseil national de la science et de la technologie de l'Ouganda)

BIBLIOGRAPHIE

ABS Initiative (Initiative de renforcement des capacités en matière d'accès et de partage des avantages). 2019. *Rapport du 12^e atelier panafricain sur l'accès et le partage des avantages*, 9-14 septembre 2019. Le Cap (Afrique du Sud). Initiative de renforcement des capacités en matière d'accès et de partage des avantages et Ministère des affaires environnementales. http://archive.abs-biotrade.info/fileadmin/media/Events/2019/9-13_September_2019__Cape_Town__South_Africa/12th_PanAfrican_ABS_Workshop_Report_-_FR.pdf.

ABS Kenya. 2020. *Access and Benefit Sharing Information Portal for Kenya*. Nairobi. <http://meas.nema.go.ke/abs/>

ABSCH (Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages). 2022. Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique. <https://absch.cbd.int/fr/> [consulté en octobre 2022].

Bagley, M., Karger, E., Muller, E.R., Perron Welch, F., Thambisetty, S., de Souza, L., Frere, T., et al. 2020. *Fact-finding study on how domestic measures address benefit-sharing arising from commercial and non-commercial use of digital sequence information on genetic resources and address the use of digital sequence information on genetic resources for research and development*. CBD/DSI/AHTEG/2020/1/5

Beck, E. 2022. Post Nagoya Protocol experiences of basic research in Ecuador. Dans: Kamau, E. C. (dir. pub.). *Global transformations in the use of biodiversity for research and development. Ius Gentium: comparative perspectives on law and justice*, Springer, Suisse. https://doi.org/10.1007/978-3-030-88711-7_17

Cabrera Ormaza, V. M. 2002. Towards mutual supportiveness between the Nagoya Protocol and the Andean ABS regime: the cases of Ecuador and Peru. Dans: Kamau, E. C. (dir. pub.). *Global transformations in the use of biodiversity for research and development. Ius Gentium: Comparative perspectives on law and justice*, Springer, Suisse. https://doi.org/10.1007/978-3-030-88711-7_17

Cocchiario, G. et Rutert, B. 2013. Traditional knowledge commons pools: the story of the Kukula traditional health practitioners of Bushbuckridge, South Africa. Dans: Kamau, E. C. et Winter, G. (dir. pub.). *Common pools of genetic resources: equity and innovation in international biodiversity law*, p. 29-40. Routledge, Abingdon (Royaume-Uni).

CONAGEBIO (Comisión Nacional para la Gestión de la Biodiversidad). 2018. www.conagebio.go.cr/Conagebio/public/ [consulté le 16 octobre 2022].

Da Silva, M., et de Oliveira, D. R. 2018. The new Brazilian legislation on access to the biodiversity (Law 13,123/15 and Decree 8772/16). *Brazilian Journal of Microbiology*, 49(1): 1-4.

De la Torre, J. F. 2016. The role of native indigenous communities of Mexico in the access of genetic resources and the fair and equitable benefit sharing. Dans: *Agriculture and Agri-Food Canada. Conservation and Development of Ancestral/Indigenous Plant Genetic Resources: Challenges, Tools and Perspectives. Sharing Canadian, Mexican and American Experiences. Workshop Report*. Québec (Canada). www.chaire-diversite-alimentaire.ulaval.ca/sites/chaire-diversite-alimentaire.ulaval.ca/files/2020-03/jose_fernando_torre.pptx [consulté le 5 novembre 2022].

FAO. 2021. *The Multilateral System of Access and Benefit-sharing – Module IV*. Rome, <https://doi.org/10.4060/cb7984en> [consulté le 23 mai 2023].

FRB (Fondation pour la recherche sur la biodiversité). 2020. *Zoom sur l'APA (accès et partage des avantages)*. France. <https://www.fondationbiodiversite.fr/les-enjeux-de-la-biodiversite/biodiversite-et-reglementation/zoom-apa/> [consulté le 10 novembre 2022].

Gouvernement du Népal. 2014. *National biodiversity strategy and action plan 2014-2020*. Gouvernement du Népal, Ministère des forêts et de la conservation des sols, Singhadurbar, Katmandou. https://www.informea.org/sites/default/files/reports/action_plans/np-nbsap-v2-en.pdf

Greiber, T., et Frederichs, E. 2022. First experiences in the implementation of the EU ABS Regulation in Germany. Dans: E. C. Kamau (dir. pub.). *Global transformations in the use of biodiversity for research and development. Ius Gentium: Comparative perspectives on law and justice*, Springer, Suisse. https://doi.org/10.1007/978-3-030-88711-7_17

Hailu, A. A., et Kamau, E. C. 2022. The Ethiopian access and benefit-sharing regime: stringent with a purpose. Dans: E. C. Kamau (dir. pub.). *Global transformations in the use of biodiversity for research and development. Ius Gentium: Comparative perspectives on law and justice*, Springer, Suisse. https://doi.org/10.1007/978-3-030-88711-7_17

Halewood, M. (dir.). 2015. Baseline survey on the state of coordination between CBD/NP and ITPGRFA focal points. Dans: M. Halewood (dir. pub.). *Mutually supportive implementation of the Plant Treaty and the Nagoya Protocol – A report on ‘The International Treaty and the Nagoya Protocol – A tandem workshop for National Focal Points*. 3-9 juin 2014. FAO, Document de travail. Bioversity International, Rome.

Humphries, F., Laird, S., Wynberg, R., Morrison, C., Lawson, C. et Kolesnikova, A. (2021) *Survey of access and benefit-sharing country measures accommodating the distinctive features of genetic resources for food and agriculture and associated traditional knowledge*. FAO au nom de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture, Rome. <https://doi.org/10.4060/cb6525en>

Kamau, E. C. 2022a. The South African ABS regime: new wine in old wine skins? Dans: E. C. Kamau (dir. pub.). *Global transformations in the use of biodiversity for research and development. Ius Gentium: Comparative perspectives on law and justice*, Suisse, Springer. https://doi.org/10.1007/978-3-030-88711-7_17

Kamau, E. C. 2022b. Abracadabra! Or when and how will the Kenyan ABS law be born? Dans: E. C. Kamau (dir. pub.). *Global transformations in the use of biodiversity for research and development. Ius Gentium: Comparative perspectives on law and justice*, Suisse, Springer. https://doi.org/10.1007/978-3-030-88711-7_17

Kamau, E. C. 2022c. The fastest animals are not the fastest over time: Malaysia adopts a comprehensive ABS legislation after a long steady effort. Dans: E. C. Kamau (dir. pub.). *Global transformations in the use of biodiversity for research and development. Ius Gentium: Comparative perspectives on law and justice*, Suisse, Springer. https://doi.org/10.1007/978-3-030-88711-7_17

Lee, J.-H., et Cho, A. Y. 2022. Access and benefit-sharing law and policy in the Republic of Korea. Dans: E. C. Kamau (dir. pub.). *Global transformations in the use of biodiversity for research and development. Ius Gentium: Comparative perspectives on law and justice*, Suisse, Springer. https://doi.org/10.1007/978-3-030-88711-7_17

Mahop, M. T. 2022. The post Nagoya Protocol ABS regime in France: exploring the extent to which it upholds the obligations of the Protocol. Dans: E. C. Kamau (dir. pub.). *Global transformations in the use*

of biodiversity for research and development. *Ius Gentium: Comparative perspectives on law and justice*, Suisse, Springer.

https://doi.org/10.1007/978-3-030-88711-7_17

Michiels, F., Feiter, U., Paquin-Jaloux, S., Jungmann, D., Braun, A., Sayoc, M. A. P., Armengol, R., Wyss, M., et David, B. 2022. Facing the Harsh Reality of Access and Benefit Sharing (ABS) Legislation: An Industry Perspective. *Sustainability*, 14: 277.

<https://doi.org/10.3390/su14010277>

Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation. 2019. Les plateformes d'enregistrement pour l'utilisation de ressources génétiques et de connaissances traditionnelles associées.

www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid127438/les-plates-formes-d-enregis-trement-pour-l-utilisation-de-ressources-ge-netiques-et-de-connaissances-tradition-nelles-associees.html [consulté le 16 octobre 2022].

Mozini, L. M. 2022. Brazilian biodiversity law – challenges and opportunities for industries and research institutions. Dans: E. C. Kamau (dir. pub.). Global transformations in the use of biodiversity for research and development. *Ius Gentium: Comparative perspectives on law and justice*, vol. 95, p. 69-92. Springer, Cham (Suisse).

https://doi.org/10.1007/978-3-030-88711-7_17

Mulesa, T. H. et Westengen, O. T. 2020. Against the grain? A historical institutional analysis of access governance of plant genetic resources for food and agriculture in Ethiopia. *Journal of World Intellectual Property*, 23(1-2): 82-120.

National Biodiversity Centre, Bhoutan. 2018. *Access and benefit sharing toolkit for the management of genetic resources and associated traditional knowledge in Bhutan*. Ministère de l'agriculture et des forêts, Gouvernement royal du Bhoutan, Thimphou.

www.nbc.gov.bt/wp-content/uploads/2010/06/ABS-Toolkit-final.pdf

Otieno, G., Mulumba, J. W., Namulondo, B., et Halewood, M. 2017. *Climate-resilient seed systems and access and benefit-sharing in Uganda*. Thematic Working Group 3. ISSD Africa.

Silvestri, L. C. 2022a. Access and benefit-sharing regime in Argentina: experiences and perspectives. Dans: E. C. Kamau (dir. pub.). Global transformations in the use of biodiversity for research and development. *Ius Gentium: Comparative perspectives on law and justice*, Springer, Suisse.

https://doi.org/10.1007/978-3-030-88711-7_17

Silvestri, L. C. 2022b. Access and benefit-sharing regime of Spain: striking the right balance between its interests as a provider and a user of genetic resources. Dans: E. C. Kamau (dir. pub.). Global transformations in the use of biodiversity for research and development. *Ius Gentium: Comparative perspectives on law and justice*, Springer, Suisse.

https://doi.org/10.1007/978-3-030-88711-7_17

Trang, T. T. H., Ba Nguyen, T., et Thu C. D. 2022. The new law and practice on ABS in Viet Nam: innovations and compliance with the Nagoya Protocol. Dans: E. C. Kamau (dir. pub.). Global transformations in the use of biodiversity for research and development. *Ius Gentium: Comparative perspectives on law and justice*, Springer, Suisse.

https://doi.org/10.1007/978-3-030-88711-7_17

Winter, G. 2022. The ABS compliance regime of the European Union. Dans: E. C. Kamau (dir. pub.). Global transformations in the use of biodiversity for research and development. *Ius Gentium:*

Comparative perspectives on law and justice, Springer, Suisse.
https://doi.org/10.1007/978-3-030-88711-7_17

Wynberg, R. 2017. One step forward, two steps back? Implementing access and benefit-sharing legislation in South Africa. Dans: C. R. McManis et B. Ong (dir. pub.). *Routledge handbook of biodiversity and the law*. Routledge, New York (États-Unis).
<https://doi.org/10.4324/9781315530857>

ANNEXE

**ACCÈS AUX RESSOURCES GÉNÉTIQUES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE ET PARTAGE DES AVANTAGES
EN DÉCOULANT:
TYPOLOGIE DES MESURES NATIONALES**

	Mesure	Pays (exemples)	Pour approfondir le sujet
Élément 1: ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS			
1.1 Responsabilité institutionnelle			
1.1.1 Responsabilité de l'accès et du partage des avantages assumée par une seule institution <i>Certains pays ont choisi de confier à une seule institution la gestion des mesures relatives à l'accès et au partage des avantages.</i>	(a) Une seule institution s'occupe de l'alimentation, des forêts et/ou de l'agriculture.	Comores ¹ ; Bénin ² ; Pays-Bas (Royaume des) ³ ; Portugal ⁴ ; Bulgarie ⁵ ; Viet Nam ⁶ ; Grenade ⁷ ; Saint-Kitts-et-Nevis ⁸ ; Pérou ⁹ ; Honduras ¹⁰ .	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 13 et suiv., p. 16 et suiv.; Hailu et Kamau, 2022, p. 243 et suiv.; Mulesa et Westengen, 2020; National Biodiversity Centre, Bhoutan, 2018, p. 23.
	(b) Une institution unique, ayant comme vocation l'environnement.	Afrique du Sud; Burundi ¹¹ ; Éthiopie ¹² ; Danemark ¹³ ; République dominicaine ¹⁴ ; Guatemala ¹⁵ ; République arabe syrienne ¹⁶	
	(c) Une seule institution s'occupe de la science et de la technologie.	Ouganda ¹⁷ ; Singapour ¹⁸	
	(d) Une seule institution a la responsabilité globale de toute la biodiversité.	Pérou ¹⁹ ; Costa Rica ²⁰ ; Éthiopie ²¹	
1.1.2 Responsabilité de l'accès et du partage des avantages partagée entre plusieurs institutions	(a) En fonction du type de ressource génétique (p. ex. RPGAA relevant de l'article 15 et de l'annexe I, Système multilatéral, du Traité)	Viet Nam ²² ; République de Corée ²³ ; Estonie ²⁴ ; Zimbabwe ²⁵	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 14 et suiv.; Trang, Ba Nguyen et Thu, 2022, p. 333; Lee et Cho, 2022, p. 380 et suiv.

	Mesure	Pays (exemples)	Pour approfondir le sujet
<i>D'autres pays ont choisi de confier à différentes institutions la gestion des mesures relatives à l'accès et au partage des avantages</i>	(b) En fonction de l'utilisation à caractère commercial ou non commercial.	Afrique du Sud ²⁶ ; Équateur ²⁷	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 14 et suiv.; Kamau, 2022a, p. 168 et suiv.; Cabrera Ormaza, 2022, p. 103 et suiv.
	(c) En fonction du (sous-)secteur ou du domaine de recherche.	Pérou ²⁸ ; République de Corée ²⁹	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 14 et suiv.; Lee et Cho, 2022, p. 380.
1.1.3 Coordination interinstitutions des décisions relatives à l'accès et au partage des avantages <i>Les pays ont établi plusieurs mécanismes pour coordonner la gestion des mesures relatives à l'accès et au partage des avantages entre les différents organismes responsables.</i>	(a) Approche du guichet unique	Ouganda ³⁰ ; Mozambique ³¹ ; Népal ³² ; Brésil ³³ ; Équateur ³⁴ ; Inde ³⁵ ; République dominicaine ³⁶	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 16 et suiv.; Otieno <i>et al.</i> , 2017; ABS Initiative, 2019; Gouvernement du Népal, 2014, p. 112; Halewood, 2015; Mozini, 2022, p. 79 et suiv.; Kamau, 2022b, p. 311 et suiv.; Cabrera Ormaza, 2022, p. 104.
	(b) Comités/Conseils de coordination (<i>en plus ou à la place de l'approche du guichet unique</i>)	Afrique du Sud ³⁷ ; France ³⁸ ; Kenya ³⁹ ; Bhoutan ⁴⁰	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 16 et suiv.; Wynberg, 2017, p. 198-218; FRB, 2020.
1.2 Fourniture d'informations nationales sur les institutions responsables, les mesures relatives à l'accès et au partage des avantages et les procédures			
<i>Les pays ont recours à différents moyens pour fournir des informations sur</i>	a) Sites web nationaux, portails web, plateformes en ligne ou portails d'information	Finlande ⁴¹ ; Danemark ⁴² ; République de Corée ⁴³ ; Hongrie ⁴⁴ ; Cameroun ⁴⁵ ; Malaisie ⁴⁶ ; France ⁴⁷ ;	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 17 et suiv.

	Mesure	Pays (exemples)	Pour approfondir le sujet
<i>les institutions responsables, les mesures relatives à l'accès et au partage des avantages et les procédures</i>		Allemagne ⁴⁸ ; Costa Rica ⁴⁹ ; Kenya ⁵⁰ ; Qatar ⁵¹ ; Afrique du Sud ⁵²	
	b) Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages		ABSCH, 2022.

	Mesure	Pays (exemples)	Pour approfondir le sujet
Élément 2: ACCÈS AUX RESSOURCES GÉNÉTIQUES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (RGA) ET UTILISATION DE CES RESSOURCES			
2.1 Catégories de ressources génétiques (RG) soumises aux dispositions nationales relatives à l'accès			
2.1.1 Application dans le temps	Les dispositions relatives à l'accès peuvent s'appliquer aux:		
	(a) RG obtenues avant l'entrée en vigueur de la mesure relative à l'accès et au partage des avantages, en cas de nouvel usage;	Malaisie ⁵³ ; France ⁵⁴	
	(b) RG obtenues après l'entrée en vigueur de la mesure relative à l'accès et au partage des avantages.	Malaisie ⁵⁵ ; France ⁵⁶ ; Malte ⁵⁷ ; Norvège ⁵⁸ ; Corée ⁵⁹ ; Japon ⁶⁰	Winter, 2022; Greiber et Frederichs, 2022; Michiels <i>et al.</i> 2022; Lee et Cho, 2022, p. 379.
2.1.2 RG dont le pays fournisseur est le pays d'origine ou qui ont été acquises conformément à la Convention sur la diversité biologique (CDB)	Le «pays d'origine» peut désigner un pays où:		
	(a) la RG existe au sein d'écosystèmes et d'habitats naturels;		Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 23 et suiv.
	(b) l'espèce domestiquée ou cultivée a développé ses caractères distinctifs;	France ⁶¹ ; Mozambique ⁶² ; Ouganda ⁶³	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 24 et suiv.
	(c) la domestication a eu lieu;	Kenya ⁶⁴	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 24 et suiv.
	(d) la RG est domestiquée et produite depuis longtemps;	Viet Nam ⁶⁵	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 23 et suiv.
	(e) l'espèce autochtone était présente sur le territoire national avant une date spécifique;	Australie ⁶⁶	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 24 et suiv.
	(f) le micro-organisme est issu des substrats du territoire national, de la mer territoriale, d'une zone économique exclusive ou du plateau continental;	Brésil ⁶⁷ ; Colombie ⁶⁸	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 24 et suiv.
2.1.3 RG privées/publiques	Les mesures relatives à l'accès et au partage des avantages peuvent s'appliquer:		
	(a) sans distinction entre les RG privées et publiques;	La plupart des pays	
	(b) seulement aux RG publiques (État/communauté);	Australie ⁶⁹	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 25, p. 38.
2.1.4 RG/ressources biologiques	(a) aux RG;	Tous	
	(b) aux ressources biologiques également;	Malaisie ⁷⁰ ; Australie ⁷¹ ; Inde ⁷² ; Malte ⁷³ ; Afrique du Sud ⁷⁴	Kamau, 2022c, p. 359.

	Mesure	Pays (exemples)	Pour approfondir le sujet
2.1.5 Information génétique	(a) seulement en concomitance avec l'utilisation de RG physiques;	Panama ⁷⁵	Bagley <i>et al.</i> , 2020, p. 13-18.
	(b) indépendamment de l'utilisation de RG physiques;	Bhoutan ⁷⁶ ; Colombie ⁷⁷ ; Kenya ⁷⁸	
	(c) pas de réglementation spécifiée.	La plupart des pays	
2.1.6 RG détenues par des populations autochtones et des communautés locales ⁷⁹ <i>De nombreux pays prescrivent le consentement des populations autochtones et des communautés locales qui détiennent les RG</i>	Les mesures relatives à l'accès et au partage des avantages peuvent prescrire:		
	(a) le consentement éclairé préalable ou l'approbation et la participation des populations autochtones et des communautés locales;	Afrique du Sud ⁸⁰ ; Malaisie ⁸¹ ; Kenya ⁸² ; Pérou ⁸³ ; Espagne ⁸⁴ ; Philippines ⁸⁵ ; Malawi ⁸⁶ ; Namibie ⁸⁷	Kamau, 2022a, p. 172 et suiv.; Kamau, 2022c, p. 362 et suiv.; Kamau, 2022b, p. 290 et suiv.; Cabrera Ormaza, 2022, p. 110 et suiv.; Silvestri, 2022b, p. 451 et suiv.
	(b) le respect des protocoles communautaires/du droit coutumier;	Indonésie ⁸⁸ ; Madagascar ⁸⁹	
	(c) lorsque les populations autochtones et les communautés locales n'exploitent pas «suffisamment» la RG ou refusent d'octroyer une licence selon des «modalités et conditions commerciales raisonnables».	Zambie ⁹⁰ ; Kenya ⁹¹	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 27; Kamau, 2022b, p. 281 et suiv.
2.1.7 Exemptions pour des RG spécifiques <i>Dans de nombreux pays, les mesures relatives à l'accès et au partage des avantages ne s'appliquent pas à certaines RGAA ou activités y afférentes.</i>	Les mesures relatives à l'accès et au partage des avantages peuvent ne pas s'appliquer dans les cas suivants:	Malaisie ⁹² ; France ⁹³ ; Bhoutan ⁹⁴	Silvestri 2022a, p. 53, 55; Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 28 et suiv.
	(a) les RG dont l'accès et le partage des avantages sont régis par un instrument international spécialisé;		
	(b) les RPGAA qui relèvent de l'annexe I (Système multilatéral) du Traité.	Argentine ⁹⁵ ; Pérou ⁹⁶ ; Philippines ⁹⁷ ; Bhoutan ⁹⁸	Kamau, 2022c, p. 355, p. 359, p. 370; Mahop, 2022, p. 468.
	(c) les variétés végétales protégées par des droits de propriété intellectuelle;	Portugal ⁹⁹ ; Ouganda ¹⁰⁰ ; Kenya ¹⁰¹	
(d) les RG issues d'espèces domestiquées ou cultivées;	Argentine ¹⁰² ; France ¹⁰³	Silvestri, 2022a, p. 53; Mahop, 2022, p. 468.	

	Mesure	Pays (exemples)	Pour approfondir le sujet
	(e) les plantes sauvages apparentées à des espèces cultivées;	France ¹⁰⁴	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 29.
	(f) les RG faisant l'objet d'activités forestières;	France ¹⁰⁵	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 29.
	(g) le matériel biologique cultivé ou reproduit pour servir de modèle dans la recherche-développement;	Maroc ¹⁰⁶	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 29.
	(h) certaines catégories de RG, par exemple dans le secteur des pêches et les ressources zoogénétiques;	Espagne ¹⁰⁷	Silvestri, 2022b, p. 449 et suiv.
	(i) certaines RGAA à la discrétion des autorités;	Australie ¹⁰⁸	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 29.
	(j) au cas par cas, par exemple les RG qui se trouvent dans des collections <i>ex situ</i> publiques;	Par exemple, dans certaines régions du Commonwealth d'Australie ¹⁰⁹ ; Inde ¹¹⁰	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 29, p. 38.
	(k) les RG collectées par des laboratoires dans le contexte de la prévention, de la surveillance et de la lutte contre les risques associés à la santé animale et végétale et à la sécurité sanitaire des aliments;	France ¹¹¹	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 33; Mahop, 2022, p. 468.
	(l) les ressources biologiques normalement commercialisées en tant que produits;	Inde ¹¹² ; Bhoutan ¹¹³	
	(m) les dérivés obtenus indépendamment de la RG.	Viet Nam ¹¹⁴ ; Malte ¹¹⁵	Trang, Ba Nguyen T. et Thu, 2022, p. 329.
2.2 Activités entraînant ou non des obligations en matière d'accès et de partage des avantages			
<i>L'accès à des RG en vue de leur utilisation peut entraîner des obligations en matière d'accès et de partage des avantages.</i>			
2.2.1 Exemptions dans le cadre d'activités liées aux RGAA	Les pays exemptent (explicitement ou implicitement) des obligations en matière d'accès et de partage des avantages les activités liées aux RGAA suivantes:		
	(a) les activités agricoles dont l'objet n'est pas la recherche-développement;	Malaisie ¹¹⁶	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 31.
	(b) l'utilisation de RG pour produire des denrées agricoles destinées à la vente;	Afrique du Sud ¹¹⁷	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 29 et suiv.
	(c) l'utilisation de RG en tant que produits destinés à une consommation finale;	Malte ¹¹⁸ ; Bangladesh ¹¹⁹ ; Philippines ¹²⁰ ; Namibie ¹²¹	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 29 et suiv. ; Mozini 2022, p. 78.

	Mesure	Pays (exemples)	Pour approfondir le sujet
	(d) les activités d'aquaculture ou de mariculture qui concernent des espèces d'eau douce et des espèces marines et consistent à produire des individus destinés à la consommation;	Afrique du Sud ¹²² ; Australie ¹²³ ; Malaisie ¹²⁴ ; Espagne ¹²⁵	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 30 et suiv.; Kamau, 2022a, p. 168.
	(e) la collecte de RG en vue de leur utilisation dans des collections publiques ou de leur reproduction dans les secteurs de l'agriculture et des forêts;	Norvège ¹²⁶	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 31.
	(f) la collecte de géniteurs destinés à l'aquaculture;	Australie ¹²⁷ (réglemente le «matériel biologique»)	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 30.
	(g) la collecte de matériel de reproduction végétal à des fins de propagation;	Australie ¹²⁸ (réglemente le «matériel biologique»)	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 30.
	(h) la production et la commercialisation de semences et de plantes forestières;	Espagne ¹²⁹	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 31.
	(i) la collecte et le maintien en état d'échantillons dans des collections <i>ex situ</i> à des fins de conservation;	Espagne ¹³⁰	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 33.
	(j) l'échange de ressources biologiques en tant que produits, sauf en cas d'utilisation à des fins de recherche-développement;	Inde ¹³¹ ; Namibie ¹³² ; Bhoutan ¹³³	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 30.
	(k) la commercialisation de bétail en tant que bien de consommation ordinaire.	Bangladesh ¹³⁴	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 30.
2.2.2 Exemptions concernant des activités réalisées par des groupes d'utilisateurs spécifiques	les activités suivantes sont exemptées, si elles sont réalisées par des groupes d'utilisateurs spécifiques:		
<i>Certains pays lèvent les obligations en matière d'accès et de partage des avantages ou simplifient les procédures dans le cadre d'activités réalisées par des groupes d'utilisateurs spécifiques.</i>	(a) l'échange entre des populations autochtones et/ou des communautés locales dans le cadre de l'exercice de leurs pratiques traditionnelles et coutumières;	Malaisie ¹³⁵ ; Kenya ¹³⁶ ; Namibie ¹³⁷ ; Équateur ¹³⁸	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 33; Kamau, 2022c, p. 359; Kamau, 2022b, p. 278.
	(b) l'échange de RG ou de CT entre des populations autochtones et/ou des communautés locales aux fins de leur propre consommation;	Guatemala ¹³⁹ ; Ouganda ¹⁴⁰ ; Namibie ¹⁴¹ ; Bhoutan ¹⁴²	
	(c) les populations et communautés locales de la région, y compris les éleveurs et les cultivateurs (à moins qu'elles ne souhaitent obtenir des droits de propriété intellectuelle);	Inde ¹⁴³	
	(d) la sélection classique ou les pratiques traditionnelles utilisées par les petits exploitants dans l'agriculture, l'horticulture,	Malaisie ¹⁴⁴	

	Mesure	Pays (exemples)	Pour approfondir le sujet
	l'élevage de volailles, la production laitière, l'élevage ou l'apiculture;		
	(e) l'accès aux RG et leur utilisation par les agriculteurs, les éleveurs pastoraux et les pêcheurs selon leur mode de vie traditionnel;	Chine ¹⁴⁵	
	(f) la recherche à caractère non commercial menée par des organisations de recherche reconnues et les collaborateurs étrangers de ces organisations, sauf en cas de changement de l'intention;	Inde ¹⁴⁶	
	(g) la recherche menée par des institutions éducatives;	Kenya ¹⁴⁷	Kamau, 2022b, p. 303, note de bas de page 147.
	(h) l'échange au sein de réseaux de groupes d'utilisateurs.	Inde ¹⁴⁸	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 33.
2.3 Procédures d'autorisation applicables dans le cadre des mesures relatives à l'accès et au partage des avantages			
<i>Les mesures relatives à l'accès et au partage des avantages imposent normalement un consentement éclairé préalable et des conditions établies par commun accord avant l'accès à des RG et leur utilisation.</i>			
2.3.1 Procédures d'approbation simplifiées <i>Les pays peuvent exiger un consentement éclairé préalable et des conditions convenues d'un commun accord avant l'accès à des RG et leur utilisation.</i>	Les pays peuvent simplifier les procédures d'approbation de plusieurs manières:		
	(a) pas de consentement éclairé préalable pour certaines RG (les RGAA, par ex.);	Afrique du Sud ¹⁴⁹	Kamau, 2022a, p. 168 et suiv..
	(b) l'accès et l'utilisation sont conditionnés à une notification/un enregistrement au lieu d'un consentement éclairé préalable; l'autorisation est exigée avant la commercialisation, le transfert à une tierce partie ou le changement de l'intention initiale;	Brésil ¹⁵⁰ ; France ¹⁵¹ ; Afrique du Sud ¹⁵²	Mozini, 2022, p. 74, p. 76; Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 35; Da Silva et de Oliveira, 2018, p. 1; Kamau, 2022c, p. 366; Mahop, 2022, p. 468; Kamau, 2022a, p. 185 et suiv.
	(c) l'utilisation de l'Accord type de transfert de matériel pour les RPGAA relevant de l'annexe I (Système multilatéral) du Traité;	Les parties au Traité.	

	Mesure	Pays (exemples)	Pour approfondir le sujet
	(d) l'utilisation de l'Accord type de transfert de matériel pour les RPGAA autres que celles qui relèvent de l'annexe I (Système multilatéral) du Traité;	Canada; Allemagne; Pays-Bas (Royaume des); Suisse	Voir FAO, 2021 [Educational Module IV on the MLS (Module d'enseignement sur le Système multilatéral)], p. 35.
	(e) la normalisation des conditions d'accès pour (toutes) les RB/RG;	Afrique du Sud ¹⁵³ ; Ouganda ¹⁵⁴ ; Philippines ¹⁵⁵	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 36.
2.3.2 Simplifications procédurales pour des activités spécifiques	Les pays prévoient des procédures simplifiées pour des activités spécifiques, notamment:		
	(a) la consommation de subsistance et la consommation commerciale conventionnelle;	Philippines ¹⁵⁶	
	(b) la recherche scientifique sur l'agrobiodiversité qui ne débouche pas sur la création de technologies dérivées;	Philippines ¹⁵⁷	
	(c) les activités qui ne donnent pas lieu à une exploitation économique de produits ou de matériel de reproduction découlant de RG;	Brésil ¹⁵⁸	Mozini, 2022, p. 82, p. 84 et suiv.
	(d) les activités menées à des fins de recherche-développement, de recherche taxonomique, de conservation ou de biosécurité;	Espagne ¹⁵⁹ ; France ¹⁶⁰	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 33.
	(e) la mise au point de médicaments thérapeutiques et les activités de sécurité alimentaire lorsque la vie et la santé humaines, animales et végétales sont menacées;	République de Corée ¹⁶¹	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 36; Lee et Cho, 2022, p. 381 et suiv.
	(f) la recherche à caractère non commercial menée par des institutions nationales;	Philippines ¹⁶² ; Inde ¹⁶³	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 34.
	(g) l'accès à des RG à des fins non commerciales/purement scientifiques;	France ¹⁶⁴	
	(h) les activités menées à des fins de recherche taxonomique, de collecte et de pré-sélection et les projets de recherche.	Mexique ¹⁶⁵ ; Afrique du Sud ¹⁶⁶	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 33 ; Kamau, 2022a, p. 166 et suiv.

	Mesure	Pays (exemples)	Pour approfondir le sujet
ÉLEMENT 3: ACCES AUX CONNAISSANCES TRADITIONNELLES ASSOCIEES AUX RGAA ET LEUR UTILISATION			
3.1 Définition des connaissances traditionnelles (CT) <i>Il existe plusieurs définitions des connaissances traditionnelles dans le cadre des mesures relatives à l'accès et au partage des avantages.</i>	Selon les définitions, l'expression «connaissances traditionnelles» désigne, par exemple:		
	(a) les connaissances transgénérationnelles pertinentes accumulées et produites par les populations autochtones et les communautés locales;	Pérou ¹⁶⁷	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 39 et suiv.
	(b) les connaissances, l'expérience et les initiatives pertinentes des populations autochtones.	Viet Nam ¹⁶⁸	Trang, Ba Nguyen T. et Thu, 2022, p. 329.
	(c) toute connaissance, qui ne se limite pas à un domaine spécifique ni à un champ technique ou médical, issue d'une communauté, d'un individu ou d'un groupe traditionnels;	Guatemala ¹⁶⁹	
	(d) toute connaissance contenue dans un système de connaissances codifié qui a été transmise d'une génération à une autre, y compris les connaissances agricoles, environnementales ou médicales.	Kenya ¹⁷⁰	
	(e) les connaissances, l'innovation et les pratiques de communautés ou d'individus relatives à l'utilisation, aux propriétés, à la valeur et aux processus de toutes ressources biologiques ou génétiques ou d'une partie de celles-ci.	Bhoutan ¹⁷¹	
3.1.1 Exclusion de connaissances traditionnelles (concernant les RGAA)	Les mesures relatives à l'accès et au partage des avantages peuvent exclure:		
	(a) les CT qui ne peuvent pas être attribuées à une ou plusieurs communautés traditionnelles;	France ¹⁷²	
	(b) les CT associées à des RG dont les caractéristiques sont bien connues et sont utilisées depuis longtemps et régulièrement en dehors des communautés traditionnelles qui les partagent;	France ¹⁷³	
	(c) les CT associées à certaines méthodes de promotion susceptibles d'avoir des effets bénéfiques sur les produits agricoles, forestiers ou alimentaires et les produits de la mer;	France ¹⁷⁴	
	(d) les CT et les savoir-faire associés aux signes distinctifs qui marquent l'origine et la qualité de produits agricoles et marins;	Maroc ¹⁷⁵	
	(e) les CT insuffisamment exploitées par le détenteur des droits ou dont le détenteur des droits refuse d'octroyer une licence selon des modalités et conditions commerciales raisonnables.	Zambie ¹⁷⁶ ; Kenya ¹⁷⁷	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 27; Kamau, 2022b, p. 281 et suiv.

	Mesure	Pays (exemples)	Pour approfondir le sujet
3.2 Identification des détenteurs de connaissances traditionnelles			
<i>Les pays ont mis en place différentes procédures pour identifier les détenteurs de CT.</i>	Mesures facilitant l'identification des détenteurs:		
	(a) les autorités veillent à ce que le consentement éclairé préalable ait été obtenu auprès de la «communauté concernée»;	Malawi ¹⁷⁸	
	(b) des entités publiques représentent les populations autochtones et les communautés locales dans les négociations avec les utilisateurs;	France ¹⁷⁹ ; Éthiopie ¹⁸⁰ ; Afrique du Sud ¹⁸¹	Mahop, 2022, p. 470 et suiv.; Hailu et Kamau, 2022, p. 257.
	(c) les protocoles bioculturels;	Inde ¹⁸² ; Kenya ¹⁸³ ; Mexique ¹⁸⁴	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 42.
	(d) une autorité publique aide à identifier le détenteur de la connaissance et supervise l'accord;	Ouganda ¹⁸⁵ ; Afrique du Sud ¹⁸⁶	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 42.
(e) intervention (et orientations) de l'État pour garantir que le consentement éclairé préalable a été obtenu auprès de la «communauté concernée».	Viet Nam ¹⁸⁷ ; Malawi ¹⁸⁸ ; Ouganda ¹⁸⁹ ; Afrique du Sud ¹⁹⁰	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 42 et suiv.	
3.3 Procédures d'obtention du consentement éclairé préalable ou approbation et participation des populations autochtones et des communautés locales			
	Pour obtenir le consentement concernant l'accès aux TC et leur utilisation, les mesures relatives à l'accès et au partage des avantages peuvent prévoir:		Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 43.
	(a) les mêmes procédures que pour les RG;	Voir 2.3 ci-dessus	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 43.
	(b) des procédures d'octroi de licence (dans le cas des réglementations qui protègent les connaissances traditionnelles au titre du droit de la propriété intellectuelle);	Kenya ¹⁹¹ ; Pérou ¹⁹² ; Afrique du Sud ¹⁹³ ; Viet Nam ¹⁹⁴ ; Zambie ¹⁹⁵	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 43.
	(c) l'existence de protocoles bioculturels ou communautaires spécifiques pour les RGAA;	Par exemple, Pérou ¹⁹⁶ ; Kenya ¹⁹⁷ ; Inde ¹⁹⁸	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 27 et suiv., p. 42 et suiv.; Kamau, 2022b, p. 290 et suiv., p. 306.
	(d) la participation/consultation des populations autochtones et des communautés locales dans les pays voisins.	Kenya ¹⁹⁹	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 44; Kamau, 2022b, p. 306.

	Mesure	Pays (exemples)	Pour approfondir le sujet
ÉLÉMENT 4: PARTAGE JUSTE ET ÉQUITABLE DES AVANTAGES			
4.1 Champ d'application des obligations en matière de partage des avantages			
<i>Le partage des avantages peut s'appliquer aux RG/CT acquises, collectées, utilisées ou obtenues, directement ou indirectement, dans des conditions in situ et ex situ.</i>			
4.1.1 Application dans le temps	Le partage des avantages peut s'appliquer:		
	(a) aux RG/CT obtenues après l'entrée en vigueur des mesures relatives à l'accès et au partage des avantages;	La plupart des pays	
	(b) aux RG/CT nouvellement utilisés et obtenus avant l'entrée en vigueur des mesures relatives à l'accès et au partage des avantages.	Malaisie ²⁰⁰	
4.1.2 Exemptions d'obligations de partage des avantages	Les mesures relatives à l'accès et au partage des avantages peuvent, par exemple, exempter des obligations en matière de partage des avantages:		
	(a) les ressources qui ne relèvent pas des dispositions en matière d'accès inscrites dans les mesures relatives à l'accès et au partage des avantages;	Voir 2.1.	
	(b) les activités qui ne sont pas considérées comme une «utilisation»;	Voir 2.2	
	(c) les agriculteurs traditionnels et leurs coopératives;	Brésil ²⁰¹	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 45; Mozini, 2022, p. 86.
	(d) la recherche à des fins non commerciales.	Australie ²⁰²	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 45.
4.2 Partage juste et équitable			
4.2.1 Détermination des avantages	Les mesures relatives à l'accès et au partage des avantages peuvent:		
	(a) indiquer des modalités détaillées pour le partage des avantages;	Inde ²⁰³ ; Afrique du Sud ²⁰⁴	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 45.
	(b) charger les autorités compétentes de déterminer les modalités du partage des avantages au cas par cas.	Rwanda ²⁰⁵ ; Îles Salomon ²⁰⁶	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 45.
4.2.2 Partage des avantages simplifié	Les mesures relatives à l'accès et au partage des avantages peuvent prévoir un partage des avantages simplifié, par exemple pour:		
	(a) la recherche scientifique à caractère non commercial dans le domaine de l'agrobiodiversité;	Philippines ²⁰⁷	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 45.
	(b) la recherche purement scientifique;	Argentine ²⁰⁸	Silvestri, 2022a, p. 62 et suiv.

	(c) les ressources génétiques forestières (report des dispositions sur le partage des avantages jusqu'à l'obtention des résultats de la sélection).	Espagne ²⁰⁹	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 32.
4.2.3 Partage des avantages monétaires et/ou non monétaires résultant des RGAA	Les mesures relatives à l'accès et au partage des avantages peuvent préciser les modalités du partage des avantages pour les RGAA:		
	(a) la préférence et le recensement des avantages qui intéressent particulièrement le secteur de l'alimentation et de l'agriculture;	Inde ²¹⁰ ; Ouganda ²¹¹ ; Malaisie ²¹² ; Belgique (Wallonie) ²¹³ ; Zambie ²¹⁴	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 48.
	(b) les échanges mutuels de RGAA au sein des communautés ou entre elles qui visent à protéger les systèmes alimentaires ou les moyens de subsistance et constituent un avantage.	Échanges mutuels: Inde ²¹⁵ ou Kenya ²¹⁶ , par exemple; utilisations traditionnelles: Éthiopie ²¹⁷ , par exemple	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 49.
4.2.4 Facilitation du partage des avantages au moyen de clauses types	Par exemple: Clauses types nationales sur le partage des avantages.	Bénin ²¹⁸ ; Cameroun ²¹⁹ ; France ²²⁰ ; Afrique du Sud ²²¹ ; Bhoutan ²²² ; Australie ²²³	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 46.
4.3 Bénéficiaires			
<i>Il arrive souvent que les mesures relatives à l'accès et au partage des avantages ne définissent pas en détail les bénéficiaires (ceux avec qui il faut partager les avantages) ni les fins pour lesquelles les avantages doivent être utilisés. Toutefois, certaines mesures relatives à l'accès et au partage des avantages prévoient l'établissement de fonds nationaux pour le partage des avantages dans certaines situations.</i>			
4.3.1 Fonds nationaux pour le partage des avantages	Les mesures relatives à l'accès et au partage des avantages peuvent prévoir l'établissement de fonds pour le partage des avantages:		
	a) à des fins de conservation et de recherches plus poussées s'agissant des RG et CT;	Afrique du Sud ²²⁴ ; Bhoutan ²²⁵ ; Équateur ²²⁶	Kamau, 2022a, p. 172 et suiv., p. 200 et suiv.
	b) dans le but d'appuyer des initiatives communautaires de conservation;	Bhoutan ²²⁷	National Biodiversity Centre, Bhoutan, 2018, p. 32; Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 47.
	c) dans le but d'apporter une aide aux populations autochtones et aux communautés locales, ainsi qu'aux agriculteurs traditionnels, dans les domaines de la gestion et de la conservation durables des RG et de la mise en place et du maintien de systèmes agricoles diversifiés qui améliorent l'utilisation durable des RG.	Brésil ²²⁸ ; Argentine ²²⁹	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 47 et suiv.; Mozini, 2022, p. 86.

	Mesure	Pays (exemples)	Pour approfondir le sujet
ÉLÉMENT 5: APPLICATION ET SUIVI			
5.1 Suivi			
	(a) Points de contrôle propres aux RGAA.	Par exemple, Bhoutan ²³⁰ ; Estonie ²³¹ ; Hongrie ²³² ; République de Corée ²³³	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 53.
	(b) Outils de suivi mis en place.	Inde ²³⁴	
5.2 Mesures relatives à l'application adoptées par les pays utilisateurs			
5.2.1 Mesures d'ordre général relatives à l'application	(a) Des mesures spécifiques consistant à faire les vérifications nécessaires pour s'assurer que les RG utilisées dans le pays ont été obtenues conformément au droit national applicable du pays fournisseur (à condition que le pays fournisseur soit partie au Protocole de Nagoya).	UE ²³⁵	Humphries <i>et al.</i> , 2021, p. 53.
	(b) Des mesures spécifiques visant à garantir que les RG utilisées dans le pays ont été obtenues conformément aux accords internationaux applicables, y compris au moyen de l'Accord type de transfert de matériel pour ce qui concerne les RPGAA relevant de l'annexe I (Système multilatéral) du Traité.	Norvège ²³⁶	
	(c) Désignation de points de contrôle axés sur le respect des obligations par les utilisateurs.	Malaisie ²³⁷ ; Afrique du Sud ²³⁸ ; Bhoutan ²³⁹	
	(d) Obligation de faire rapport au point de contrôle ou de produire l'autorisation d'accès.	Malaisie ²⁴⁰ ; République de Corée ²⁴¹	
	(e) Obligation, au niveau du point de contrôle, de signaler par écrit à l'autorité compétente nationale ou à l'autorité compétente concernée que l'autorisation a été délivrée.	Malaisie ²⁴²	
	(f) Obligation pour toute personne qui fait une demande de brevet fondé sur des ressources biologiques (RB) ou des CT de le signaler à l'autorité compétente, de produire une déclaration si le brevet porte sur des RG ou des CT autochtones ou de fournir à l'autorité compétente une attestation.	Malaisie ²⁴³ ; Afrique du Sud ²⁴⁴	
	(g) Obligation pour toute personne qui fait une demande de certificat d'obtention végétale/de protection d'une variété végétale de présenter l'autorisation des autorités compétentes.	Argentine ²⁴⁵ ; Nouvelle-Zélande ²⁴⁶	

	Mesure	Pays (exemples)	Pour approfondir le sujet
	(h) Obligation pour toute personne qui souhaite accéder à des RG ou des CT étrangères provenant d'une partie au Protocole de Nagoya, ou les commercialiser, de veiller à respecter la législation de cette partie, si cette dernière conditionne l'accès à une autorisation.	Malaisie ²⁴⁷ ; République de Corée ²⁴⁸	
	(i) Une mesure relative au communiqué du point de contrôle.	Malaisie ²⁴⁹	
	(j) Des mesures permettant aux autorités compétentes d'enquêter sur d'éventuelles infractions.	Malaisie ²⁵⁰ ; République de Corée ²⁵¹	
	(k) Une mesure visant à encourager le partage juste et équitable des avantages.	République de Corée ²⁵²	
5.2.2 Exceptions	<p>Des exceptions aux mesures relatives à l'application adoptées par les pays utilisateurs peuvent s'appliquer lorsque:</p> <p>(a) l'État ne revendique pas ni n'exerce de droits souverains sur les RG²⁵³;</p> <p>(b) l'État fournisseur n'est pas partie au Protocole de Nagoya²⁵⁴;</p> <p>(c) l'État fournisseur n'a pas établi de mesures relatives à l'accès²⁵⁵;</p> <p>(d) les RG ont été obtenues avant l'entrée en vigueur du Protocole de Nagoya²⁵⁶;</p> <p>(e) les RG sont régies par des instruments internationaux spécialisés et utilisées aux fins prévues par ces instruments²⁵⁷;</p> <p>(f) les RG sont commercialisées et échangées en tant que marchandises²⁵⁸;</p> <p>(g) des RG pathogènes et des organismes nuisibles sont introduits involontairement dans le pays²⁵⁹;</p> <p>(h) la CT n'est pas associée à l'utilisation d'une RG obtenue;</p> <p>(i) les activités ne sont pas considérées comme une «utilisation»²⁶⁰;</p> <p>(j) on ne peut pas confirmer le niveau de continuité entre le dérivé et la RG à partir de laquelle il a été obtenu aux fins d'activités de recherche-développement sur les dérivés²⁶¹;</p> <p>(k) on utilise uniquement des informations sur la RG²⁶²;</p> <p>(l) l'utilisation est faite en dehors de la juridiction compétente²⁶³;</p>	Union européenne et États membres ²⁶⁴	Winter, 2022; Greiber et Frederichs, 2022.

¹ Loi sur l'accès aux ressources génétiques et connaissances traditionnelles de l'Union des Comores, 2020, art. 5.

² Direction générale des eaux, forêts et chasse/Ministère du cadre de vie et du développement durable is the only designated CNA for the country responsible for all genetic resources. See <https://absch.cbd.int/en/countries/BJ> (accessed 12 October 2022).

³ The Nagoya Protocol (Implementation) Act, 2016, Art. 4 (read together with Regulation of the Minister for Agriculture of 31 March 2016, No. WJZ/15145152 and Decree of the Minister for Agriculture of 31 March 2016, No. WJZ/15163191).

⁴ Decreto-Lei-122-2017, Art. 4.1.

⁵ Ministry of Agriculture, Food and Forestry (for agricultural and forest genetic resources) and Ministry of Environment and Water (for genetic resources from naturally occurring species). See <https://absch.cbd.int/en/countries/BG> (accessed 12 October 2022).

⁶ Decree on the Management of Access to Genetic Resources and the Sharing of Benefits Arising from their Utilization, 12 May 2017, Chapter II, Art. 6. The Ministry of Agriculture and Rural Development is responsible for granting, renewing and withdrawing licences for genetic resources for agricultural crop varieties, livestock, aquatic species and forest seedlings. See <https://absch.cbd.int/en/countries/VN> (accessed 10 October 2022).

⁷ Ministry of Agriculture, Lands, Forestry, Fisheries and the Environment Botanical Gardens is the only designated CNA for the country responsible for all genetic resources. See <https://absch.cbd.int/en/countries/GD> (accessed 12 October 2022).

⁸ Department of Environment, Ministry of Agriculture, Marine Resources, Cooperatives, Environment and Human Settlement is the only designated CNA for the country responsible for all genetic resources. See <https://absch.cbd.int/en/countries/KN> (accessed 10 October 2022).

⁹ Instituto Nacional de Innovación Agraria is the authority responsible for access to genetic resources, molecules, combination or mixture of natural molecules, crude extracts and derivatives of cultivated or domesticated inland species. See <https://absch.cbd.int/en/countries/PE> (accessed 10 October 2022).

¹⁰ Ley General de Desarrollo Forestal Sustentable, 25 February 2003 (11, fracción XVII y XXXVI; 7, fracción XXX, L y LXVIII; 20, fracción XXXIII; 32, fracción XV; 69, fracción IV; y 128); Reglamento de la Ley General de Desarrollo Forestal Sustentable, 21 February 2005 (4o, fracción III, Sección IV Colecta de Recursos Biológicos Forestales). Dirección General de Gestión Forestal y de Suelos (Directorate General for Forestry and Soil Management) is responsible for permits for collection of forest biological and genetic resources. See <https://absch.cbd.int/en/countries/MX> and <https://absch.cbd.int/en/countries/MX/MSR> (accessed 12 October 2022).

¹¹ Projet de décret sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages qui en découlent, 2017, Art. 15 à 17.

¹² Proclamation No. 482/2006 Access to Genetic Resources and Community Knowledge, and Community Rights Proclamation; Regulation No. 169/2009 Access to Genetic Resources and Community Knowledge, and Community Rights. The Ethiopian Biodiversity Institute is the CNA.

¹³ LOV nr 1375 af 23/12/2012 om udbyttedeling ved anvendelse af genetiske ressourcer see e.g. Arts 5-8.

¹⁴ Reglamento de acceso a recursos genéticos, conocimientos tradicionales asociados y distribución justa y equitativa de beneficios de la república dominicana, Art. 7.

¹⁵ Governmental Agreement 171-2014 (Government Agreement 171-2014), Art. 1. Consejo Nacional de Áreas Protegidas (National Council for Protected Areas) is the designated CNA responsible for all genetic resources. See <https://absch.cbd.int/en/countries/GT> (accessed 12 October 2022).

¹⁶ The National Environment (Access to Genetic Resources and Benefit Sharing) Regulations, 2005, Art. 5. Ministry of State for Environment Affairs (MOEN). See also <https://absch.cbd.int/en/countries/SY> (accessed 12 October 2022).

¹⁷ Uganda National Council for Science and Technology. See <https://absch.cbd.int/en/countries/UG> (accessed 12 October 2022).

¹⁸ Department of Science, Ministry of Education and Sports (CNA). See <https://absch.cbd.int/en/countries/LA> (accessed 12 October 2022). According to Art. 6 of the National Framework on ABS of 2013, the Ministry of Science and Technology is the management and monitoring organization on ABS at the central level.

¹⁹ Ley 28216, Ley de Protección al acceso a la diversidad biológica peruana y los conocimientos colectivos de los pueblos indígenas, 7 April 2004, Art. 2; El Reglamento de Acceso a los Recursos Genéticos (D.S N° 003-2009-MINAM), 6 February 2009, Art. 13. See also CBD, 2022, <https://absch.cbd.int/en/countries/PE/MSR> (accessed 13 October 2022).

²⁰ Biodiversity Law NO. 7788, Gazette No 101, 27 May 1998, Chapter I, II and V, National Commission for Biodiversity Management (CONAGEBIO). Ministry of Environment and Energy (MINAE) is the only designated CNA for the country responsible for all genetic resources. See <https://absch.cbd.int/en/countries/CR/CNA> (accessed 10 October 2022).

²¹ Proclamation No. 120/1998 Institute of Biodiversity Conservation and Research, Art. 3 and 6. See also Proclamation No. 482/2006 Access to Genetic Resources and Community Knowledge, and Community Rights Proclamation; Regulation No. 169/2009 Access to Genetic Resources and Community Knowledge, and Community Rights. The Ethiopian Biodiversity Institute is the only CNA responsible for all genetic resources and community knowledge.

* Par exemple pour les RPGAA relevant de l'annexe I du Traité (Système multilatéral); voir également 2.1.7.a.

²² Decree No. 59 2017, Art. 6.1 & 26 (Agriculture/Environment).

²³ Act on Genetic Resources 2017, Art. 8 (1) 2 (Agriculture/ Fisheries/ Environment/ Science/ Health).

²⁴ Nature Conservation Act 2017, Art. 68 (2). Ministry of Environment for wild genetic resources and TK associated with them, and Ministry of Rural Affairs for genetic resources of agriculture and TK associated with them. See also <https://absch.cbd.int/en/countries/EE> (accessed 13 October 2022).

²⁵ Forestry/Environment. See <https://absch.cbd.int/en/countries/ZW> (accessed 13 October 2022).

²⁶ National Environmental Management: Biodiversity Act, No. 10 of 2004 (NEMBA), s. 87A as amended by s. 22 of Act. 14 of 2013 and Bioprospecting, Access and Benefit-Sharing Regulations 2015 (BABS Regulations), r. 6 (1) & (2). Permits for non-commercial research to be undertaken abroad are issued by the so-called Member of Executive Council (MEC). No permit is required for research undertaken in South Africa for this type of research. For commercial purposes DEA/DEFF is responsible.

²⁷ In Ecuador, relevant for granting access to genetic resources and permission for pure scientific/basic/academic/non-commercial research are three different governmental authorities. See Beck, 2022, p496f, 500ff. p496f, 500ff.

²⁸ Decreto Supremo que aprueba el Reglamento de acceso a los recursos genéticos y sus derivados, DECRETO SUPREMO N° 019-2021-MINAM, Art. 12.

²⁹ Genetic Resources Act 2017, Art. 8 (1).

³⁰ National Environment (Access to Genetic Resources and Benefit Sharing) Regulations, 2005, Art. 5 (Uganda National Council for Science and Technology [UNCST]).

³¹ Regulamento sobre Acesso e Partilha de Benefícios Provenientes de Recursos Genéticos e Conhecimento Tradicional Associado 2007, Art. 4 (Minister for the Coordination of Environmental Action).

³² National Biodiversity Coordination Committee (NBCC).

³³ Brazil: Law n° 13,123 of May 20, 2015 (Access and Benefits Sharing of Genetic Resources and Associated Traditional Knowledge), Art. 6 (The Genetic Heritage Management Council (CGen)).

³⁴ Implementing Regulation for the Organic Code of the Social Economy for Knowledge, Creativity and innovation, 2017, Chapter III, Art. 25.

³⁵ The Biological Diversity Act 2002, *inter alia* s. 3 and 4, and Guidelines on Access to Biological Resources and Associated Knowledge and Equitable Sharing of Benefits Regulations 2019, s. 1(1).

³⁶ Ley Sectorial De Biodiversidad (333-15) 2016, Art. 12, and also Reglamento de Acceso a Recursos Genéticos y Distribución de Beneficios (ABS) de la República Dominicana 2018.

³⁷ Bioprospecting Forum.

³⁸ Foundation for Research on Biodiversity.

³⁹ National Environment Management Authority ABS Permit Committee.

⁴⁰ National Biodiversity Centre of Bhutan.

⁴¹ Genetic resources and legislation in Finland, <http://www.biodiversity.fi/geneticresources/home> (accessed 16 October 2022).

⁴² The Danish Environmental Protection Agency – The Nagoya Protocol on Access and Benefit-sharing, <https://eng.mst.dk/nature-water/nature/biodiversity-the-building-block-of-life/the-nagoya-protocol-on-access-and-benefit-sharing/> (accessed 16 October 2022).

- ⁴³ Korean ABSCH, "ABSCH Genetic Resources Information Center", <https://www.abs.go.kr/kabsch/main.do> (accessed 16 October 2022).
- ⁴⁴ Biodiversity Clearing-House Mechanism, <https://www.biodiv.hu/hu> (accessed 16 October 2022).
- ⁴⁵ National ABS Clearing House for Cameroon, <https://portailchm.sie.cm/abs/> (accessed 16 October 2022). Law N° 2021/014 of July 2021 to Govern Access to Genetic Resources, their Derivatives, Traditional Knowledge Associated with Genetic Resource and their Fair Equitable Sharing of the Benefit Arising from their Utilization, s. 35.
- ⁴⁶ Access to Biological Resources and Benefit Sharing Act 2017, s. 4.
- ⁴⁷ Ministry of Higher Education, Research and Innovation, 2019.
- ⁴⁸ German ABS Information Platform, <https://www.bfn.de/nagoya-protokoll> (accessed 16 October 2022).
- ⁴⁹ Comisión Nacional para la Gestión de la Biodiversidad (CONAGEBIO) 2018, <https://www.conagebio.go.cr/Conagebio/public/> (accessed 16 October 2022).
- ⁵⁰ Access and Benefit Sharing Portal for Kenya, <http://meas.nema.go.ke/abs/> (accessed 16 October 2022).
- ⁵¹ Qatar plant gene bank information system, <http://web1.mme.gov.qa/qatargb/hotline> (accessed 16 October 2022).
- ⁵² Department of Environmental Affairs, Republic of South Africa, <https://www.environment.gov.za> (accessed 9 May 2023).
- ⁵³ Access to Biological Resources and Benefit Sharing Act 2017, s. 63 (3) - (4).
- ⁵⁴ Loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (1), Titre V: Accès aux ressources génétiques et partage juste et équitable des avantages 2016, Art. 37 Art. L. 412–6.
- ⁵⁵ Access to Biological Resources and Benefit Sharing Act 2017, s. 63 (3) - (4).
- ⁵⁶ Loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (1), Titre V: Accès aux ressources génétiques et partage juste et équitable des avantages 2016, Art. 37 Art. L. 412–6.
- ⁵⁷ Access to Genetic Resources and the Fair and Equitable Sharing of Benefits arising from their Utilisation Regulations 2016, s. 2 (2) (c).
- ⁵⁸ Norwegian Marine Resources Act Chapter 2, s. 9.
- ⁵⁹ Act on Genetic Resources 2017, Art. 1 of Addenda.
- ⁶⁰ The Guidelines on Access to Genetic Resources and the Fair and Equitable Sharing of Benefits Arising from Their Utilization, Chapter 1, No. 3.1(5).
- ⁶¹ Loi n 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (1), Titre V: Accès aux ressources génétiques et partage juste et équitable des avantages 2016, Article 37 Art. L. 412–4(6).
- ⁶² Regulamento sobre Acesso e Partilha de Benefícios Provenientes de Recursos Genéticos e Conhecimento Tradicional Associado 2007, Art. 2(o).
- ⁶³ National Environment (Access to Genetic Resources and Benefit Sharing) Regulations 2005, s. 2. In Uganda domesticated or cultivated species are determined in the “cultural contexts in which their specific properties have been developed”.
- ⁶⁴ The ABS legislation does not make reference to domesticated species but a clarification has been made by the government.
- ⁶⁵ Decree No. 59/2017/ND-CP of the Government dated 12 May 2017 on the management of access to GR and the sharing of benefits arising from their utilization, Art. 3(10). Species has been acclimated for a long time, adaptive to the living conditions as a local variety, and is now widely cultivated.
- ⁶⁶ Environment Protection and Biodiversity Conservation Regulation 2000, s. 8A.03(1); Environment Protection and Biodiversity Conservation Act 1999, s. 528.
- ⁶⁷ Decree No. 8.772 of May 11, 2016, regulating Law No. 13.123 of May 20, 2015, Art. 2.
- ⁶⁸ Colombia 2014, Art. 2.
- ⁶⁹ Nature Conservation Act 2014 (ACT), s. 169, 206, 207, 209 and Biodiversity Conservation Regulation 2018 (WA), s. 72(3).
- ⁷⁰ Access to Biological Resources and Benefit Sharing Act 2017, s. 4 Definition of “biological resource”, and s. 5.
- ⁷¹ Environment Protection and Biodiversity Conservation Regulation 2000, s. 8A.03(1); Environment Protection and Biodiversity Conservation Act 1999, s. 528.
- ⁷² The Biological Diversity Act, 2002 No. 18 of 2003, Chapter II and Guidelines on Access to Biological Resources and Associated Knowledge and Benefits Sharing Regulations, 2014, several provisions e.g. r. 1-6.

- ⁷³ Access to Genetic Resources and the Fair and Equitable Sharing of Benefits arising from their Utilisation Regulations 2016, Art. 2 (2) (b).
- ⁷⁴ National Environmental Management: Biodiversity Act, No. 10 of 2004 (NEMBA), s. 2 (1) (a) & (b), 3 (1).
- ⁷⁵ Decreto Ejecutivo No. 19, de 26 de marzo de 2019.
- ⁷⁶ Biodiversity Act of Bhutan 2003. Bhutan ABS Policy 2015, s. 6(k) defines "genetic resources" to include the "biochemical composition of genetic resources, genetic information and derivatives".
- ⁷⁷ Andean Decision 391 of 1996; Resolution 1348 of 2014.
- ⁷⁸ Part I of the Legal Notice n. 160 (2006).
- ⁷⁹ For country measures defining IPLC, ways to determine the correct rights holder and procedures to obtain PIC or approval and involvement of IPLC, see below Element 3.
- ⁸⁰ South Africa: National Environmental Management: Biodiversity Act, No. 10 of 2004 (NEMBA), s. 82 (1) (a), (b); (2) (a); (3) (a).
- ⁸¹ Access to Biological Resources and Benefit Sharing Act 2017, s. 23.
- ⁸² Protection of Traditional Knowledge and Cultural Expressions Act 2016 (PTKCEA), s. 36 (1), 4.
- ⁸³ Act No. 27.811, 2002 establishing the regime for the protection of collective knowledge of Indigenous Peoples associated to biological resources (Peru), Art. 6.
- ⁸⁴ Spanish Constitution, Art. 148.1.9; Law No. 42/2007 of 13 December on Natural Heritage and Biodiversity, modified by Law No. 33/2015 of 21 September. Official Journal of Spain No. 227, 22 September 2015, pp 83588–83632, Art. 68.2; Royal Decree No. 124/2017 of 24 February, related to the access to genetic resources deriving from wild taxons and to the control of their utilization. Official Journal of Spain No. 62, 14 March 2017, pp 18478-18499, Art. 5.2.
- ⁸⁵ Republic Act 8371 October 29, 1997 ("An Act to Recognize, Protect and Promote the Rights of Indigenous Cultural Communities/Indigenous Peoples, Creating the National Commission of Indigenous Peoples, Establishing Mechanisms, Appropriating Funds Thereof, and For other Purposes"), Chapter V., s. 35.
- ⁸⁶ Procedures and Guidelines for Access and Collection of Genetic Resources in Malawi 2002, Annex 1, p 23.
- ⁸⁷ Access to Biological and Genetic Resources and Associated Traditional Knowledge Act 2 of 2017, s. 9 (1).
- ⁸⁸ Regulation of the Minister of Environment No. 34/MenLHK/Setjen/Kum.1/2017 on Recognition and Protection of Local Wisdom in The Management of Natural Resources and the Environment 2017, Art. 24 (2).
- ⁸⁹ Décret n° 2017-066 du 31 janvier 2017 portant réglementation de l'accès et du partage des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques, Art. 14 (first paragraph).
- ⁹⁰ Protection of Traditional Knowledge, Genetic Resources and Expressions of Folklore Act 2016, s. 30 (3). The provision foresees possibility of a compulsory licence to fulfil a national need, subject to compensation to the holder.
- ⁹¹ Protection of Traditional Knowledge and Cultural Expressions Act 2016, Art. 12 (1).
- ⁹² Access to Biological Resources and Benefit Sharing Act 2017, Act 795, s. 5(2)(g).
- ⁹³ Loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (1), Titre V: Accès aux ressources génétiques et partage juste et équitable des avantages 2016, Art. 37 Art. L. 412–5II.
- ⁹⁴ Biodiversity Act of Bhutan 2022, s. 94.
- ⁹⁵ Administrative Decision No. 410 of the Argentine Secretariat of Environment and Sustainable Development that regulates basic common standards for the access and utilization of genetic resources in Argentina, 22 October 2019. OJ No. 34225, Art. 6.
- ⁹⁶ Decreto Supremo N° 003-2009-MINAM. Eleva al rango de Decreto Supremo la Resolución Ministerial N° 087-2008-MINAM y ratifican la aprobación del Reglamento de Acceso a los Recursos, efectuada por dicha Resolución 2009, Art. 5 (narrow exclusion).
- ⁹⁷ Joint DENR-DA-PCSD-NCIP Administrative Order No. 1, Series of 2005 (Guidelines for Bioprospecting Activities in the Philippines), s. 2.1.
- ⁹⁸ Biodiversity Act of Bhutan 2022, s. 94.
- ⁹⁹ Decree-Law No. 118/2002 of 20 April 2002, Art. 2(1).
- ¹⁰⁰ National Environment (Access to Genetic Resources and Benefit Sharing) Regulations 2005, s. 4c).
- ¹⁰¹ The Seeds and Plant Varieties Act, 2006, s. 3(b)).
- ¹⁰² Administrative Decision No. 410 of the Argentine Secretariat of Environment and Sustainable Development that regulates basic common standards for the access and utilization of genetic resources in Argentina, 22 October 2019. OJ No. 34225, Art. 6

¹⁰³ Loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (1), Titre V: Accès aux ressources génétiques et partage juste et équitable des avantages 2016, Art. 37 Art. L. 412–5II.

¹⁰⁴ Loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (1), Titre V: Accès aux ressources génétiques et partage juste et équitable des avantages 2016, Art. 37 Art. L. 412–5II.

¹⁰⁵ Loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (1), Titre V: Accès aux ressources génétiques et partage juste et équitable des avantages 2016, Art. 37 Art. L. 412–5II.

¹⁰⁶ Projet de loi sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation (undated), Art. 5.

¹⁰⁷ Royal Decree No. 124/2017, of 24 February, related to the access to genetic resources deriving from wild taxons and to the control of their utilization. OJ No. 62, 14 March 2017, Art. 3(2) (if they are governed under other legislation).

¹⁰⁸ Environment Protection and Biodiversity Conservation Regulation 2000, Reg. 8A.05(1)(a)

¹⁰⁹ Environment Protection and Biodiversity Conservation Regulation 2000, Reg. 8A.05(1)(a).

¹¹⁰ Guidelines on Access to Biological Resources and Associated Knowledge and Benefits Sharing Regulations 2014, Art. 16; Guidelines on Access to Biological Resources and Associated Knowledge and Equitable Sharing of Benefits Regulations, 2019.

¹¹¹ Loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (1), Titre V: Accès aux ressources génétiques et partage juste et équitable des avantages 2016, Art. 37 Art. L. 412–5 III.

¹¹² Biological Diversity Act 2002, s. 40 allows Central Government to exclude such biological resources.

¹¹³ Biodiversity Act of Bhutan 2022, s. 8.

¹¹⁴ Implied by Art. 1 of Decree No. 59/2017/ND-CP of the Government dated 12 May 2017 on the management of access to GR and the sharing of benefits arising from their utilization. According to Trang, Ba Nguyen T. and Thu 2022, p. 329, there are no PIC and MAT for access to derivatives when accessed without genetic resources.

¹¹⁵ Legal Notice 379 of 2016 – Access to Genetic Resources and the Fair and Equitable Sharing of Benefits arising from their Utilisation Regulations, 2016, Art. 2 (2) (g).

¹¹⁶ Access to Biological Resources and Benefit Sharing Act 2017, s. 5.

¹¹⁷ National Environmental Management: Biodiversity Act, No. 10 of 2004, s. 1.

¹¹⁸ Access to Genetic Resources and the Fair and Equitable Sharing of Benefits arising from their Utilisation Regulations, 2016, s. 2(2)(b).

¹¹⁹ Biodiversity Act 2017, s. 35.

¹²⁰ Joint IPOPHEL-NCIP Administrative Order No. 01, 2016: Rules and Regulations on Intellectual Property Rights Application and Registration Protecting the Indigenous Knowledge Systems and Practices of the Indigenous Peoples and Indigenous Cultural Communities 2005, s. 3.

¹²¹ Access to Biological and Genetic Resources and Associated Traditional Knowledge Act 2 of 2017, s. 4(c).

¹²² National Environmental Management: Biodiversity Act, No. 10 of 2004 (NEMBA), GoN R149, G. 30739.

¹²³ Environment Protection and Biodiversity Conservation Regulation 2000, s. 8A.03(1)).

¹²⁴ Access to Biological Resources and Benefit Sharing Act 2017, s. 5.

¹²⁵ Royal Decree No. 289/2003, of 7 March, on commercialization of reproduction forest materials, as long as there is no utilization of the genetic resources and no transfer to third parties for a different use, OJ No. 58, 8 March 2003; Royal Decree No. 124/2017 of 24 February related to the access to genetic resources deriving from wild taxons and to the control of their utilization. OJ No. 62, 14 March 2017, Art. 3(3). The latter excludes from ABS obligations “activities of production and marketing of seeds and forest plants, regulated by Royal Decree 289/2003 of 7 March, commercialization of forest material for reproduction, provided that there is no use of genetic resources, and provided that there is no transfer to third parties for other use”.

¹²⁶ Nature Diversity Act 2009, s. 58.

¹²⁷ Environment Protection and Biodiversity Conservation Regulation 2000, s. 8A.03(1)).

¹²⁸ Environment Protection and Biodiversity Conservation Regulation 2000, s. 8A.03(1)).

¹²⁹ Royal Decree No. 124/2017 of 24 February related to the access to genetic resources deriving from wild taxons and to the control of their utilization. OJ No. 62, 14 March 2017, Art. 3(3).

¹³⁰ Royal Decree No. 124/2017 of 24 February related to the access to genetic resources deriving from wild taxons and to the control of their utilization. OJ No. 62, 14 March 2017, Art. 3(3).

¹³¹ The Biological Diversity Act 2002, s. 40 allows for the exclusion.

-
- ¹³² Access to Biological and Genetic Resources and Associated Traditional Knowledge Act 2 of 2017, s. 4 (1) (c).
- ¹³³ Biodiversity Act of Bhutan 2022, s. 8.
- ¹³⁴ Biodiversity Act 2017, s. 35.
- ¹³⁵ Access to Biological Resources and Benefit Sharing Act 2017, s. 5 (2)(g).
- ¹³⁶ Environmental Management and Coordination (Conservation of Biological Diversity and Resources, Access to Genetic Resources and Benefit Sharing) Regulation, 2006, r. 3.
- ¹³⁷ Access to Biological and Genetic Resources and Associated Traditional Knowledge Act 2 of 2017, s. 4 (1) (a).
- ¹³⁸ Decision 395, 1996, Art. 4b.
- ¹³⁹ Normativo de Investigaciones e Investigadores de la Diversidad Biológica 2020, Art. 25.
- ¹⁴⁰ National Environment (Access to Genetic Resources and Benefit Sharing) Regulations 2005, s. 4(2) & 3.2.
- ¹⁴¹ Access to Biological and Genetic Resources and Associated Traditional Knowledge Act 2 of 2017, s. 4 (1) (a).
- ¹⁴² Biodiversity Act of Bhutan 2022, s. 6.
- ¹⁴³ Guidelines on Access to Biological Resources and Associated Knowledge and Benefits Sharing Regulations 2014, s. 17 (Indian law covers biological resources).
- ¹⁴⁴ Access to Biological Resources and Benefit Sharing Act 2017, s. 6.
- ¹⁴⁵ Regulation of Access to Genetic Resources and Benefit-sharing (draft law), Art. 30.
- ¹⁴⁶ Guidelines on Access to Biological Resources and Associated Knowledge and Benefits Sharing Regulations 2014, s. 13 (simplified ABS procedures).
- ¹⁴⁷ Environmental Management and Coordination (Conservation of Biological Diversity and Resources, Access to Genetic Resources and Benefit Sharing) Regulation, 2006, r. 3(a)(d).
- ¹⁴⁸ Guidelines on Access to Biological Resources and Associated Knowledge and Benefits Sharing Regulations 2014, s. 17(b).
- ¹⁴⁹ National Environmental Management: Biodiversity Act, No. 10 of 2004 (NEMBA), s. 86 (1) (a); Government Gazette 30739. Commencement date: 8 February 2008.
- ¹⁵⁰ Law No. 13,123 of May 20, 2015 (Access and Benefits Sharing of Genetic Resources and Associated Traditional Knowledge), Art. 11 III.
- ¹⁵¹ Loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (1), Titre V: Accès aux ressources génétiques et partage juste et équitable des avantages 2016, Art. 37 Art. L. 412–17 III.
- ¹⁵² Bioprospecting, Access and Benefit-Sharing Regulations 2015 (BABS Regulations), Annexure 11, c. 9.
- ¹⁵³ National Environmental Management: Biodiversity Act, No. 10 of 2004 (NEMBA), Annexures 7 and 8.
- ¹⁵⁴ National Environment (Access to Genetic Resources and Benefit Sharing) Regulations 2005, s. 15.
- ¹⁵⁵ Joint DENR-DA-PCSD-NCIP Administrative Order No. 01, Series of 2005: Guidelines for Bioprospecting Activities in the Philippines, Annex 2. Mainly for third party transfers and IP protection.
- ¹⁵⁶ Joint IPOPHL-NCIP Administrative Order No. 01, 2016: Rules and Regulations on Intellectual Property Rights Application and Registration Protecting the Indigenous Knowledge Systems and Practices of the Indigenous Peoples and Indigenous Cultural Communities 2005, s. 3 (simplified procedure applies to wild and exotic species used for this purpose).
- ¹⁵⁷ Joint IPOPHL-NCIP Administrative Order No. 01, 2016: Rules and Regulations on Intellectual Property Rights Application and Registration Protecting the Indigenous Knowledge Systems and Practices of the Indigenous Peoples and Indigenous Cultural Communities 2005, s. 3 (1).
- ¹⁵⁸ Law n° 13,123 of May 20, 2015 (Access and Benefits Sharing of Genetic Resources and Associated Traditional Knowledge), Art. 11 (3) (implied).
- ¹⁵⁹ Royal Decree No. 124/2017 of 24 February related to the access to genetic resources deriving from wild taxons and to the control of their utilization. OJ of Spain No. 62, 14 March 2017, Art. 3(3).
- ¹⁶⁰ Loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (1), Titre V: Accès aux ressources génétiques et partage juste et équitable des avantages 2016, Art. 37 Art. L. 412–5 III(4).
- ¹⁶¹ Genetic Resources Act 2017, Art. 10.
- ¹⁶² Joint DENR-DA-PCSD Administrative Order No. 1, May 18, 2004 Joint Implementing Rules and Regulations (IRR) Pursuant to Republic Act No. 9147, s. 15(3).
- ¹⁶³ Guidelines on Access to Biological Resources and Associated Knowledge and Benefits Sharing Regulations 2014, s. 13.

¹⁶⁴ Loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (1) Titre V: Accès aux ressources génétiques et partage juste et équitable des avantages 2016, Art. L-412-7.I.

¹⁶⁵ Mexico's ABS law, according to de la Torre, 2016.

¹⁶⁶ The definition of "Research other than bioprospecting" in the Bioprospecting, Access and Benefit-Sharing Regulations 2008 (accessed 4 November 2022. The version of 2008 was repealed but the one of 2015 continues to use the term, albeit does not include the definition) read together with the catalogue of the South African National Biodiversity Institute (SANBI) on non-bioprospecting research activities. The latter is available online at <https://www.sanbi.org/resources/infobases/biodiversity-collection-permits-in-south-africa/> (accessed 4 November 2022).

¹⁶⁷ Act No. 27.811, 2002 establishing the regime for the protection of collective knowledge of Indigenous Peoples associated to biological resources 2001, Art. 2.

¹⁶⁸ Biodiversity Law 2008, Art. 3(28).

¹⁶⁹ Normativo de Investigaciones e Investigadores de la Diversidad Biológica 2020, Art. 2(f).

¹⁷⁰ Environmental Management and Coordination (Conservation of Biological Diversity and Resources, Access to Genetic Resources and Benefit Sharing) Regulation, 2006, s. 2.

¹⁷¹ Biodiversity Act of Bhutan 2022, s. 168 (27).

¹⁷² Loi no 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquete de la biodiversite, de la nature et des paysages (1), Titre V: Accès aux ressources génétiques et partage juste et équitable des avantages 2016, Art. 37 Art. L-412-5.

¹⁷³ Loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (1), Titre V: Accès aux ressources génétiques et partage juste et équitable des avantages 2016, Art. 37 Art. L-412-5.

¹⁷⁴ Loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (1), Titre V: Accès aux ressources génétiques et partage juste et équitable des avantages 2016, Art. 37 Art. L-412-5.

¹⁷⁵ Avant-projet de loi n° 56-17 sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation (undated), Art. 5 (draft law).

¹⁷⁶ Protection of Traditional Knowledge, Genetic Resources and Expressions of Folklore Act 2016, s. 30(3)).

¹⁷⁷ Protection of Traditional Knowledge and Cultural Expressions Act 2016 (PTKCEA), s. 22(2): compulsory licence possible.

¹⁷⁸ Procedures and Guidelines for Access and Collection of Genetic Resources in Malawi 2002 (under heading E, 8).

¹⁷⁹ Décret n° 2017-848 du 9 mai 2017 relatif à l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées et au partage des avantages découlant de leur utilisation, 2017, Art. 1 Art. R. 412-28 – I (MAT).

¹⁸⁰ Ethiopian Biodiversity Institute (EBI).

¹⁸¹ Act No. 6 of 2019: Protection, Promotion, Development and Management of Indigenous Knowledge Act 2019 (BSA: South Africa establishes the National Indigenous Knowledge Systems Office that issues licences for the use of TK and assists communities in negotiating BSA).

¹⁸² Raika Biocultural Protocol 2009. See http://www.pastoralpeoples.org/wp-content/uploads/2020/01/Raika_Biocultural_Protocol.pdf (accessed 15 October 2022).

¹⁸³ Samburu Community Protocol, 2009. See http://community-protocols.org/wp-content/uploads/documents/Kenya-Samburu_Community_Protocol.pdf (accessed 15 October 2022).

¹⁸⁴ Protocolo Biocultural Micro Regional Oaxaca. Protocolo Comunitario Biocultural Ejido Nejapa de Madero, Yautepec, Oaxaca. See <https://absch.cbd.int/api/v2013/documents/9FE22165-47F8-DBC-2932-3EC82414E894/attachments/213325/PROTOCOLO%20COMUNITARIO%20BIOCULTURAL%20DEL%20EJIDO%20NEJAPA%20DE%20MADERO%20YAUTEPEC%20OAXACA-MEXICO.pdf>.

¹⁸⁵ National Environment (Access to Genetic Resources and Benefit Sharing) Regulations, 2005, s. 10.

¹⁸⁶ National Environmental Management: Biodiversity Act 10 of 2004, s. 82 (1) in conjunction with Bioprospecting and Benefit-Sharing Regulations 2015, r. 9 (1) (b) (i); National Environmental Management: Biodiversity Act 10 of 2004, s. 82 (2) (c) in conjunction with Bioprospecting and Benefit-Sharing Regulations 2015, r. 9 (1) (b) (iii) and 82 (4) (a)-(c).

¹⁸⁷ Decree No. 59/2017/ND-CP of the Government dated 12 May 2017 on the management of access to GR and the sharing of benefits arising from their utilization 2017, Art. 6.1, 26.

¹⁸⁸ Procedures and Guidelines for Access and Collection of Genetic Resources in Malawi 2002 (under heading E, 8).

- ¹⁸⁹ National Environment (Access to Genetic Resources and Benefit Sharing) Regulations 2005, s. 10.
- ¹⁹⁰ National Environmental Management: Biodiversity Act 10 of 2004, s. 82 (4) (a)-(c) and s. 82 (1), s. 82 (2) (c) in conjunction with Bioprospecting and Benefit-Sharing Regulations 2015, r. 9 (1) (b) (i) and r. 9 (1) (b) (iii) respectively.
- ¹⁹¹ Protection of Traditional Knowledge and Cultural Expressions Act 2016, s. 7.
- ¹⁹² Ley No. 27811, Ley de Protección al Acceso a la Diversidad Biológica Peruana y los Conocimientos Colectivos de los Pueblos Indígenas 2001, Title VI.
- ¹⁹³ National Environmental Management: Biodiversity Act 10 of 2004, s. 81–82; Protection, Promotion, Development and Management of Indigenous Knowledge Act 2019, s. 13.
- ¹⁹⁴ Law No. 20/2008/QH12 Biodiversity Law 2008, Art. 64.
- ¹⁹⁵ Protection of Traditional Knowledge, Genetic Resources and Expressions of Folklore Act 2016, s. 11–15.
- ¹⁹⁶ Community Biocultural Protocols. Building Mechanisms for Access and Benefit Sharing among the Communities of the Potato Park based on Customary Quechua Norms, ANDES (Peru), the Potato Park Communities and IIED, October 2011, <https://www.iied.org/sites/default/files/pdfs/migrate/G03168.pdf> (accessed 17 May 2023).
- ¹⁹⁷ Samburu Community Protocol 2009, http://community-protocols.org/wp-content/uploads/documents/Kenya-Samburu_Community_Protocol.pdf (accessed 17 May 2023).
- ¹⁹⁸ Raika Biocultural Protocol 2009, http://www.pastoralpeoples.org/wp-content/uploads/2020/01/Raika_Biocultural_Protocol.pdf (accessed 17 May 2023).
- ¹⁹⁹ National Environment Management Authority, Kenya’s access and benefit-sharing toolkit for genetic resources and traditional knowledge 2014, Nairobi, 2014, p58. See <https://absch.cbd.int/api/v2013/documents/F3AB1BBD-08C1-4E30-1BA7-6562A31098FE/attachments/203706/ABS%20TOOL%20KIT%20FINAL.pdf> (accessed 15 October 2022); Environmental Management and Coordination (Conservation of Biological Diversity and Resources, Access to Genetic Resources and Benefit Sharing) Regulation 2006, First Schedule, 2.0 (a) (can be interpreted as striving towards such cooperation in East Africa).
- ²⁰⁰ Access to Biological Resources and Benefit Sharing Act 2017, s. 63 (3)-(4).
- ²⁰¹ Law No. 13,123 of May 20, 2015 (Access and Benefits Sharing of Genetic Resources and Associated Traditional Knowledge) 2015, Art. 17(5)(II) (exempts farmers with annual gross income equal to or less than a prescribed maximum limit).
- ²⁰² Environment Protection and Biodiversity Conservation Regulation 2000, s. 8A.12.
- ²⁰³ Guidelines on Access to Biological Resources and Associated Knowledge and Benefits Sharing Regulations 2014, see s. 3–15.
- ²⁰⁴ Bioprospecting and Benefit-Sharing Regulations 2015, Annexure 12 (Benefit-sharing agreement for biological resources and Benefit-sharing agreement for traditional knowledge, both at 6.1).
- ²⁰⁵ Official Gazette No. 38 of 23/09/2013 Law No. 70/2013 of 02/09/2013 Governing Biodiversity in Rwanda 2013.
- ²⁰⁶ Protected Areas Act 2010.
- ²⁰⁷ Joint DENR-DA-PCSD Administrative Order No. 1, May 18, 2004 Joint Implementing Rules and Regulations (IRR) Pursuant to Republic Act No. 9147 2004, s. 15 (no benefit-sharing obligations, except requirement to collaborate with local researcher as a form of benefit-sharing).
- ²⁰⁸ Administrative Decision No. 410 of the Argentine Secretariat of Environment and Sustainable Development that regulates basic common standards for the access and utilization of genetic resources in Argentina, 22 October 2019. OJ No. 34225 (PIC by province may nonetheless be required).
- ²⁰⁹ Spanish Government 2021. Ministry for the Ecological Transition and the Demographic Challenge. According to pers. comms by Humphries *et al.*, 2021, p32.
- ²¹⁰ Guidelines on Access to Biological Resources and Associated Knowledge and Benefits Sharing Regulations 2014, Annexure 1.
- ²¹¹ National Environment (Access to Genetic Resources and Benefit Sharing) Regulations 2005, s. 20(2)(h).
- ²¹² Access to Biological Resources and Benefit Sharing Act 2017, s. 11(2)(14).
- ²¹³ The Walloon Region in Belgium (Décret relatif à l’accès aux ressources génétiques et au partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation 2020, Annexes 1 and 2).
- ²¹⁴ Protection of Traditional Knowledge, Genetic Resources and Expressions of Folklore Act 2016, s. 43(k).

-
- ²¹⁵ Guidelines on Access to Biological Resources and Associated Knowledge and Benefits Sharing Regulations 2014, s. 17 (c).
- ²¹⁶ Environmental, Management and Coordination (Conservation of Biological Diversity and Resources, Access to Genetic Resources and Benefit Sharing) Regulation, 2006, s. 3(a).
- ²¹⁷ Access to Genetic Resources and Community Knowledge, and Community Rights Proclamation No. 482/2006, Federal Negarit Gazeta Year 13 No. 13, 27 February 2006, Art. 8(1).
- ²¹⁸ Model contractual documents are uploaded on the ABSCH at <https://absch.cbd.int/en/countries/BJ> (accessed 20 October 2022).
- ²¹⁹ Model contractual documents are uploaded on the ABSCH at <https://absch.cbd.int/en/countries/CM/PRO> (accessed 20 October 2022).
- ²²⁰ A pdf version of “Model contract for benefit-sharing from the use of genetic resources” has been uploaded on the ABSCH at <https://absch.cbd.int/en/countries/FR/NMCC> (accessed 20 October 2022).
- ²²¹ A word version model of “Benefit sharing agreement has been uploaded on the ABSCH at <https://absch.cbd.int/en/countries/ZA/NMCC> (accessed 20 October 2022).
- ²²² Form V and Form VII of the Biodiversity Rules and Regulations 2023 has a model contractual clauses.
- ²²³ A copy of the model access and benefit sharing contract (the Deed) between Australian Government and access party has been published at <https://www.wipo.int/tk/en/databases/contracts/texts/australiaprovider.html> (accessed 11 May 2023).
- ²²⁴ National Environmental Management: Biodiversity Act, No. 10 of 2004 (NEMBA), s. 85; Bioprospecting, Access and Benefit-Sharing Regulations 2015 (BABS Regulations), r. 40.
- ²²⁵ Biodiversity Act of Bhutan, Art. 130 (1) and definition of “Bhutan access and benefit sharing fund”, s. 168 (7).
- ²²⁶ Ley organica de agrobiodiversidad, semillas y fomento de agricultura 2017, Art. 16.
- ²²⁷ Biodiversity Act of Bhutan, Art. 130 (2) and definition of “Bhutan access and benefit sharing fund”, s. 168 (7).
- ²²⁸ Brazil: Law No. 13,123 of May 20, 2015 (Access and Benefits Sharing of Genetic Resources and Associated Traditional Knowledge), Art. 30.
- ²²⁹ Resolution National Institute of Seeds No. 22/2006; Resolution National Institute of Seeds No. 318/2018; Resolution National Institute of Seeds No. 317/2022.
- ²³⁰ Biodiversity Act of Bhutan 2023, s. 147; Biodiversity rules and regulations 2023, s. 130.
- ²³¹ Nature Diversity Act 2004, Art. 68³ [amendment RT I, 05.07.2017, 2 – entry into force 15.07.2017].
- ²³² Government Decree No. 3/2016. (I.20.) on certain rules of implementation of international and European Community legal acts on access to genetic resources and the fair and equitable sharing of the benefits arising from their utilisation, s. 5. (1) b) ba).
- ²³³ Genetic Resources Act 2017, Art. 13 (1) 2.
- ²³⁴ Biological Diversity Rules 2004, Art. 14 (10).
- ²³⁵ Regulation (EU) No. 511/2014 of the European Parliament and of the Council of 16 April 2014 on compliance measures for users from the Nagoya Protocol on Access to Genetic Resources and the Fair and Equitable Sharing of Benefits Arising from their Utilization in the Union. OJ 2014 L 150/59 (hereinafter Regulation (EU) 511/2014).
- ²³⁶ Nature Diversity Act 2009, s. 59.
- ²³⁷ Access to Biological Resources and Benefit Sharing Act 2017, s. 30.
- ²³⁸ <https://absch.cbd.int/countries/ZA/CP> (accessed 9 November 2022).
- ²³⁹ Biodiversity Act of Bhutan 2022, s. 147.
- ²⁴⁰ Access to Biological Resources and Benefit Sharing Act 2017, s. 30.
- ²⁴¹ Genetic Resources Act 2017, Art. 15 (1).
- ²⁴² Access to Biological Resources and Benefit Sharing Act 2017, s. 30.
- ²⁴³ Access to Biological Resources and Benefit Sharing Act 2017, s. 31.
- ²⁴⁴ Patents Amendment Act of 2015, s. 3A, 3B.
- ²⁴⁵ SAGYP Resolution 44/1994 SAGYP Resolution 631/1992 National Seeds and Phytogenetic Creations; National Law No. 20.247; Decree No. 2183/1991; National Law No. 24.376 approval of UPOV Convention Act 1978; National Law No. 27.184 approval of International Treaty on Plant Genetic Resources for Food and Agriculture; National Law No. 27.247 approval of Nagoya Protocol; National Constitution, Art. 124.
- ²⁴⁶ Plant Variety Rights Act 1987, s. 5 (1).
- ²⁴⁷ Access to Biological Resources and Benefit Sharing Act 2017, s. 34.
- ²⁴⁸ Genetic Resources Act 2017, Art. 14, 15 (2).

-
- ²⁴⁹ Access to Biological Resources and Benefit Sharing Act 2017, s. 34.
- ²⁵⁰ Access to Biological Resources and Benefit Sharing Act 2017, s. 35, 38, 40–44.
- ²⁵¹ Genetic Resources Act 2017, Art. 16.
- ²⁵² Genetic Resources Act 2017, Art. 14 (2).
- ²⁵³ Regulation (EU) 511/2014, Art. 2 (1); Guidance document, s. 2.1.1.
- ²⁵⁴ Regulation (EU) 511/2014, Art. 2 (4); Guidance document, s. 2.1.2.
- ²⁵⁵ Regulation (EU) 511/2014, Art. 2 (4); Guidance document, s. 2.1.2.
- ²⁵⁶ Guidance document, s. 2.2.
- ²⁵⁷ Regulation (EU) 511/2014, Art. 2 (2); Guidance document, s. 2.3.1.1.
- ²⁵⁸ Guidance document, s. 2.3.1.3.
- ²⁵⁹ Guidance document, s. 2.3.1.5.
- ²⁶⁰ Guidance document, s. 2.3.3.2.
- ²⁶¹ Guidance document, s. 2.3.4.
- ²⁶² Guidance document, s. 2.3.5.
- ²⁶³ Guidance document, s. 2.5.
- ²⁶⁴ Regulation (EU) 511/2014, Art. 4.